

RAPPORT ANNUEL 2013-2014

PRÉSENTÉ AU SÉNAT ACADÉMIQUE

FACULTÉ DE DROIT



1. Retour sur les objectifs 2013 -2014

Recrutement

Objectifs : Lancement d'une nouvelle brochure de recrutement; intensification de l'utilisation des médias sociaux; partenariat avec les recruteurs de l'Université.

Réalisations : La nouvelle brochure de recrutement a été lancée en octobre 2013; des mises à jour régulières du site web de la Faculté et de la page Facebook ont été faites; une tournée de recrutement a été faite à l'Université de l'Alberta (campus Saint-Jean), à l'Université de Saint-Boniface et à l'Université Laurentienne. Les stratégies habituelles ont été maintenues au Nouveau-Brunswick, notamment dans les écoles secondaires et chez les étudiantes et les étudiants de l'Université de Moncton. Les activités du 35^e anniversaire de la Faculté, notamment le colloque sur l'accès à la justice et le lancement d'un fonds de bourses, ont été l'occasion d'une publicité accrue sur la Faculté.

Ces démarches semblent porter fruit : au 30 mai 2014, la Faculté avait reçu 116 demandes d'admission par rapport à 99 au 30 mai 2013 et à 53 au 30 mai 2009. Il est à noter que le nombre d'admissions est limité à 55.

Réforme du programme

Objectifs : Examiner les programmes à la lumière des nouvelles exigences (actuelles et envisagées de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada (FOPJC)) et autres.

Réalisations : Des changements mineurs ont été apportés au programme, notamment la description et le statut du cours DROI2311 - Sociétés commerciales. Les autres changements envisagés ont été mis en veilleuse en attendant un rapport définitif de la FOPJC. La Faculté a toutefois continué à explorer les diverses options de formation expérientielle; elle a notamment continué son partenariat avec les Services d'aide juridique (affaires criminelles) du Nouveau-Brunswick et augmenté le nombre de participantes et de participants; elle a continué ses discussions avec des représentants de la Commission de l'aide juridique en vue d'étendre le projet aux affaires familiales; elle a examiné la possibilité d'introduire une mini-clinique d'aide juridique qui serait supervisée par des membres du corps professoral. À court terme, les étudiantes et les étudiants ne reçoivent pas de crédits pour leur participation; cette approche pourrait toutefois être modifiée à plus long terme.

Planification stratégique – CTTJ et Observatoire international des droits linguistiques

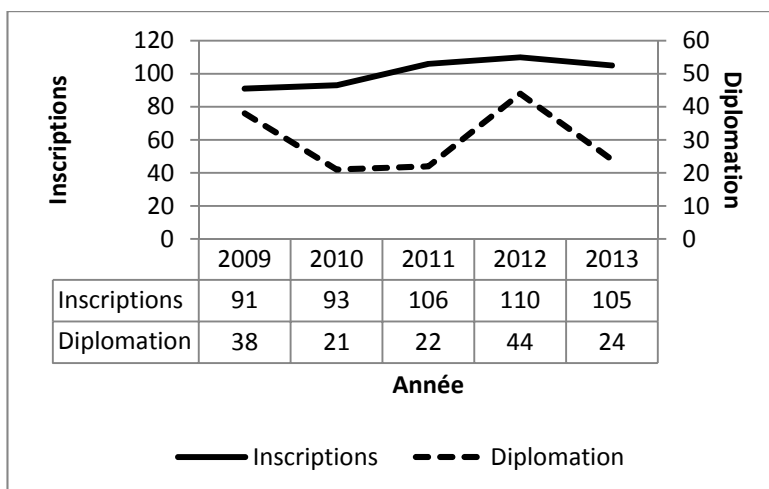
Objectifs : Examiner l'avenir de ces deux centres et identifier les mesures à prendre pour composer avec des changements éventuels dans le financement et autres.

Réalisations : Un rapport sur l'avenir de l'Observatoire a été remis au recteur en octobre 2013; le financement et la direction sont assurés jusqu'au 30 juin 2016; des options de financement et de direction ont été examinées et seront approfondies au cours des deux prochaines années.

La relève est assurée à la direction du CTTJ, madame Karine McLaren ayant été nommée pour remplacer Gérard Snow à compter du 1^{er} juillet 2014. Le financement a été renouvelé jusqu'au 31 mars 2015, et des stratégies sont en train d'être mises en œuvre pour assurer des services de qualité en maintenant au minimum les engagements de l'Université à long terme et pour diversifier les sources de revenus.



2. La population étudiante



108 étudiantes et étudiants étaient inscrits aux programmes de la Faculté en 2013-2014 : 98 au programme régulier de *Juris Doctor*, 2 au J.D.-M.B.A., 1 au J.D.-M.É.E., 2 au LL.M. et 5 dans les programmes d'échange, dont 4 de Poitiers et une de Fribourg. Un étudiant de la Faculté a fait un semestre à Poitiers. Depuis l'introduction des programmes d'échange en 2011-2012, trois participantes se sont par la suite inscrites au programme régulier de *Juris Doctor*, et deux d'entre elles ont obtenu leur diplôme en mai 2014.

Les étudiantes et les étudiants de la Faculté continuent à se démarquer dans les concours de plaidoirie et, grâce à leur participation dans le programme *Pro Bono* (où ils offrent de l'information juridique à des organismes sans but lucratif) et dans la Société d'aide juridique étudiante (où ils travaillent étroitement avec les avocates et les avocats de l'aide juridique), ils établissent des liens entre la Faculté et la communauté en plus d'acquérir une expérience pratique.

3. Le corps professoral et la recherche

Diffusion de la recherche

Vu la mission particulière de la Faculté de droit, une bonne partie de la recherche et des communications se fait sous forme de rapports et d'interventions directes auprès d'instances gouvernementales et autres en vue d'obtenir ou d'influencer des réformes gouvernementales et législatives.

Financement de la recherche

Bien que certaines recherches en droit puissent exiger des études de terrain, ce n'est pas la majorité des cas. La recherche vise, le plus souvent, l'analyse, la critique et la réforme du droit. Ce n'est pas une activité qui nécessite un financement important (sauf pour l'embauche d'étudiantes et d'étudiants et la publication d'ouvrages d'envergure), et ce n'est pas une activité susceptible d'attirer du financement.

Effectif professoral régulier 2012-13*	9
Effectif professoral régulier 2013-14*	10
Variation en %	11,1 %
Effectif professoral temporaire 2012-13	0
Effectif professoral temporaire 2013-14	0
Variation en %	0
Crédits offerts à temps partiel 2012-13	34
Crédits offerts à temps partiel 2013-14	30
Variation en %	-11,8 %

* Les chiffres n'incluent pas la doyenne et le vice-doyen.

Diffusion de la recherche (publications arbitrées)

2009 : 6
 2010 : 1
 2011 : 10
 2012 : 5
 2013 : 14

Financement de la recherche

2009 : 0
 2010 : 0
 2011 : 0
 2012 : 30 000 \$
 2013 : 44 000 \$



4. Les programmes et les cours

Nombre de crédits enseignés en 2012-2013	160,5
Nombre de crédits enseignés en 2013-2014	198,0
Variation en %	23,4 %
Nombre de crédits-étudiant enseignés en 2012-2013	3700,5
Nombre de crédits-étudiant enseignés en 2013-2014	3918,0
Variation en %	5,9 %

4.1. Évaluations de programmes complétées et modifications apportées aux programmes

La seule évaluation de programme effectuée au cours de l'année a été l'évaluation du programme de maîtrise en droit effectuée dans le cadre de l'exercice d'évaluation de la viabilité de certains programmes.

Des modifications mineures ont été apportées au programme de *Juris Doctor* en réponse aux recommandations de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada : la description du cours DROI2311 – Sociétés commerciales a été modifiée et le cours a été rendu obligatoire.

4.2. Nouveaux programmes lancés au cours de l'année

Aucun.

5. Objectifs prioritaires 2014-2015 (max 3)

Recrutement et rétention d'étudiantes et d'étudiants : Poursuivre les stratégies de recrutement. Introduire des stratégies de rétention ou en recommander l'introduction.

Planification stratégique : Développer un plan stratégique pour la Faculté en fonction du plan stratégique de l'Université.

LL.M. : Réexaminer le programme de maîtrise en droit à la lumière de l'évaluation de la viabilité du programme. Examiner notamment la possibilité d'introduire une option de maîtrise à temps partiel et modifier les stratégies de promotion du programme.



6. Plan académique 2014-2015

	Activités prévues	Responsable	Échéancier
PROGRAMMES EXISTANTS			
Évaluation des programmes			
Programme A	Activité 1		
	Activité 2		
	Activité 3		
Programme B	...		
Modifications des programmes			
Suivi aux évaluations			
Programme C	...		
Programme D	...		
Autres modifications majeures			
Programme E	...		
Programme F...	...		
NOUVEAUX PROGRAMMES			
Programme Y	...		
Programme Z...	...		